

**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**ÉTATS FINANCIERS**

**AU 31 MARS 2023**

**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**ÉTATS FINANCIERS  
AU 31 MARS 2023**

|  |          |
|--|----------|
| <b>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</b> | <b>1</b> |
| <b>ÉTATS FINANCIERS</b>                  |          |
| Résultats                                | 4        |
| Évolution de l'actif net                 | 5        |
| Bilan                                    | 6        |
| Flux de trésorerie                       | 7        |
| Notes complémentaires                    | 8        |



Comptables professionnels agréés  
Chartered Professional Accountants

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de  
**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

### *Opinion avec réserve*

Nous avons effectué l'audit des états financiers du **CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL** «l'organisme », qui comprennent le bilan au **31 mars 2023**, et l'état des résultats, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section "Fondement de l'opinion avec réserve" de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au **31 mars 2023**, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Fondement de l'opinion avec réserve*

Comme c'est le cas de nombreux organismes sans but lucratif, l'organisme reçoit des dons pour financer ses activités dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre vérification de ces dons s'est limitée aux montants inscrits dans les comptes de l'organisme, et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des dons reçus, de l'excédent des produits sur les charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices terminés le **31 mars 2023** et le 31 mars 2022, de l'actif à court terme au **31 mars 2023**, et au 31 mars 2022 et de l'actif net au 1er avril et **31 mars 2023** et 2022.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

***Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

***Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Pefebvre Gendron Beaulieu Bisson s.e.n.c.r.l.* <sup>1</sup>

Société de comptables professionnels agréés

Laval, le 27 novembre 2023

---

<sup>1</sup> Par Jean-François Beaulieu, CPA auditeur

## CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL

### RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

|   | <u>2023</u>      | <u>2022</u>    |
|---|------------------|----------------|
|   | \$               | \$             |
| <b>PRODUITS</b>   |                  |                |
| Justice Canada / Justice Québec :   |                  |                |
| Fonctionnement  | 243 300          | 136 234        |
| Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 9) | 4 091            | -              |
| RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal   | 230 708          | 283 388        |
| Makivik   | 194 044          | 77 201         |
| Services aux Autochtones Canada (SAC)   | 158 117          | 169 727        |
| Patrimoine Canadien   | 95 250           | 5 501          |
| Dons  | 72 184           | 22 743         |
| Justice Québec - Services aux victimes  | 69 587           | -              |
| Justice Canada - Projets spéciaux   | 30 720           | 60 500         |
| Justice Canada - Justice restaurative   | 9 000            | 9 630          |
| Fondation McConnell   | 8 350            | 84 402         |
| Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)  | -                | 83 774         |
| United Church   | -                | 5 407          |
| Intérêts et autres  | 1 444            | 480            |
|   | <u>1 116 795</u> | <u>938 987</u> |
| <b>CHARGES</b>  |                  |                |
| Salaires et charges sociales  | 600 959          | 428 736        |
| Matériaux liés aux programmes   | 90 581           | 120 122        |
| Frais de déplacements, hébergement et conférences                                     | 60 965           | 82 820         |
| Honoraires - programmes   | 52 178           | 51 189         |
| Loyer et frais connexes pour clients  | 22 054           | 77 899         |
| Sécurité alimentaire  | 14 189           | 40 689         |
| Honoraires professionnels   | 65 764           | 20 045         |
| Loyer   | 40 396           | 24 000         |
| Frais de bureau et administratifs   | 38 069           | 19 263         |
| Formation   | 28 028           | 5 549          |
| Communication et services de traduction   | 15 268           | 9 186          |
| Site internet et base de données  | -                | 25 759         |
| Assurance   | 4 107            | 1 349          |
| Amortissement des immobilisations corporelles   | 4 523            | 432            |
| Frais de banque   | 2 156            | 1 409          |
| Divers  | 3 000            | 3 792          |
|   | <u>1 042 237</u> | <u>912 239</u> |
| <b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>  | <u>74 558</u>    | <u>26 748</u>  |

**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

|   | Investi en<br>Immobilisations<br>corporelles<br>\$ | Affecté<br>\$ | Non affecté<br>\$ | <b>2023<br/>Total<br/>\$</b> | 2022<br>total<br>\$ |
|---|--|---------------|-------------------|------------------------------|---------------------|
| <b>SOLDE AU DÉBUT<br/>DE L'EXERCICE</b>                       | 719  | 25 000        | 104 193           | <b>129 912</b>               | 103 164             |
| Excédent<br>(insuffisance)<br>des produits<br>sur les charges | (432)  | -             | 74 990            | <b>74 558</b>                | 26 748              |
| <b>SOLDE À LA FIN<br/>DE L'EXERCICE</b>                       | <b>287</b>   | <b>25 000</b> | <b>179 183</b>    | <b>204 470</b>               | <b>129 912</b>      |

## CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL

**BILAN**  
**AU 31 MARS 2023**

|  | 2023    | 2022    |
|--|---------|---------|
|  | \$      | \$      |
| <b>ACTIF</b>   |         |         |
| <b>À COURT TERME</b>   |         |         |
| Encaisse   | 294 754 | 19 345  |
| Placement temporaire (note 3)  | 23 493  | 72 735  |
| Débiteurs (note 4)   | 123 942 | 220 982 |
| Frais payés d'avance   | 43 400  | 2 000   |
|  | 485 589 | 315 062 |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)</b>                                    | 45 292  | 719     |
|  | 530 881 | 315 781 |
| <b>PASSIF</b>  |         |         |
| <b>À COURT TERME</b>   |         |         |
| Créditeurs et frais courus (note 6)  | 62 158  | 63 101  |
| Apports reportés (note 8)  | 219 248 | 122 768 |
|  | 281 406 | 185 869 |
| <b>APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX<br/>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)</b> | 45 005  | -       |
|  | 326 411 | 185 869 |
| <b>ACTIF NET</b>   |         |         |
| Investi en immobilisations corporelles   | 287     | 719     |
| Affecté (note 10)  | 25 000  | 25 000  |
| Non affecté  | 179 183 | 104 193 |
|  | 204 470 | 129 912 |
|  | 530 881 | 315 781 |

Au nom du conseil d'administration,

  
C0FB0210E0B743B..., Administrateur

Marie-Claude André-Grégoire

DocuSigned by:  
  
68CB2E329BC14BF..., Administrateur

Daphnée Drouin



**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

|   | <u>2023</u>           | <u>2022</u>          |
|---|-----------------------|----------------------|
|   | \$                    | \$                   |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>  |                       |                      |
| Excédent des produits sur les charges   | 74 558                | 26 748               |
| Éléments n'ayant aucune incidence sur les liquidités:                                 |                       |                      |
| Amortissement des immobilisations corporelles   | 4 523                 | 432                  |
| Amortissement des subventions afférents aux immobilisations corporelles               | <u>(4 091)</u>        | <u>-</u>             |
|   | <u>74 990</u>         | <u>27 180</u>        |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement                        |                       |                      |
| Débiteurs   | 97 040                | (179 764)            |
| Frais payés d'avance  | (41 400)              | (974)                |
| Créditeurs et frais courus  | (943)                 | 16 468               |
| Apports reportés  | <u>96 480</u>         | <u>(67 787)</u>      |
|   | <u>151 177</u>        | <u>(232 057)</u>     |
|   | <u>226 167</u>        | <u>(204 877)</u>     |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>   |                       |                      |
| Acquisition d'immobilisations corporelles   | <u>(49 096)</u>       | <u>-</u>             |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>   |                       |                      |
| Augmentation des apports afférents aux immobilisations corporelles                    | <u>49 096</u>         | <u>-</u>             |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>        | <b>226 167</b>        | <b>(204 877)</b>     |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>                 | <u>92 080</u>         | <u>296 957</u>       |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>                 | <u><u>318 247</u></u> | <u><u>92 080</u></u> |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des éléments suivants: |                       |                      |
| Encaisse  | 294 754               | 19 345               |
| Placement temporaire  | <u>23 493</u>         | <u>72 735</u>        |
|   | <u><u>318 247</u></u> | <u><u>92 080</u></u> |

# **CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL**

## **NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2023**

---

### **1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS**

Le CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL est un organisme à but non lucratif, constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec le 22 janvier 2014 et est un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Ses objectifs sont les suivants :

Travailler en partenariat avec la communauté autochtone et le système de justice de Montréal en vue:

de soutenir, d'informer et de permettre aux Autochtones de prendre en main leurs démêlés avec la justice et de poursuivre leur transition vers une qualité de vie saine et équilibrée et;

d'adapter le système de justice aux Autochtones, notamment en formant les joueurs clés à traiter ceux qui sont issus de cette communauté d'une manière équitable, culturellement respectueuse et réparatrice.

### **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

#### **Estimations de la direction**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

#### **Constatation des produits**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

## CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2023

---

#### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

##### Immobilisation corporelle

Le matériel et l'équipement de bureau est comptabilisé au coût. Il est amorti en fonction de sa durée de vie selon la méthode d'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

##### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situations indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

##### Instruments financiers

Le CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquentement au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du placement temporaire et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et frais courus.

##### Flux de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

|  | <u>2023</u>   | <u>2022</u>   |
|--|---------------|---------------|
|  | \$            | \$            |
| <b>3. PLACEMENT TEMPORAIRE</b>                     |               |               |
| Compte Avantage entreprise, 2,30 % (2022 : 0,20 %) | <u>23 493</u> | <u>72 735</u> |

**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2023**

|   |               | <u>2023</u>             | <u>2022</u>             |
|---|---------------|-------------------------|-------------------------|
|   |               | \$                      | \$                      |
| <b>4. DÉBITEURS</b>                       |               |                         |                         |
|   |               | <b>96 764</b>           | 205 902                 |
|   |               | <b>22 597</b>           | 12 928                  |
|   |               | <b>4 581</b>            | 2 152                   |
|   |               | <u><b>123 942</b></u>   | <u>220 982</u>          |
|   |               |                         |                         |
|   |               | <u>2023</u>             | <u>2022</u>             |
|   |               | \$                      | \$                      |
| <b>5. IMMOBILISATIONS<br/>CORPORELLES</b> |               | <b>Valeur<br/>nette</b> | <b>Valeur<br/>nette</b> |
|   | Coût          | Amortissement<br>cumulé |                         |
|   |               |                         |                         |
|   |               | <b>45 292</b>           | 719                     |
|   | <u>50 391</u> | <u>5 099</u>            | <u>719</u>              |
|   |               |                         |                         |
|   |               | <u>2023</u>             | <u>2022</u>             |
|   |               | \$                      | \$                      |
| <b>6. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS</b>      |               |                         |                         |
|   |               | <b>28 676</b>           | 28 067                  |
|   |               | <b>33 482</b>           | 35 034                  |
|   |               | <u><b>62 158</b></u>    | <u>63 101</u>           |

**7. FACILITÉS DE CRÉDIT**

Le centre possède des facilités de crédit totalisant 40 000 \$ sur cartes de crédit, à un taux de 15,20 %.

## CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2023

#### 8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représente des sommes non dépensé qui sont destinées à l'accomplissement de mandats selon des ententes de subventions avec différents ministères, fondation et organismes. Au 31 mars 2023, les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

|  | 31 mars<br>2022 | Encais-<br>sements | Constatés<br>à titre de<br>produits | 31 mars<br>2023       |
|--|-----------------|--------------------|-------------------------------------|-----------------------|
|  | \$              | \$                 | \$                                  | \$                    |
| Justice Canada / Justice Québec                  | -               | 333 261            | 247 391                             | <b>85 870</b>         |
| RÉSEAU de la communauté<br>autochtone à Montréal | -               | 292 991            | 230 708                             | <b>62 283</b>         |
| RÉSEAU de la communauté<br>autochtone à Montréal |                 |                    |                                     |                       |
| Dépôt de sécurité loyer                          | -               | 22 995             | -                                   | <b>22 995</b>         |
| Services aux Autochtones                         |                 |                    |                                     |                       |
| Canada (SAC)                                     | 41 504          | 135 360            | 158 117                             | <b>18 747</b>         |
| Patrimoine Canadien                              | 81 264          | 13 986             | 95 250                              | -                     |
| Justice Québec - Services<br>aux victimes        | -               | 85 000             | 69 587                              | <b>15 413</b>         |
| Justice Canada - Projets spéciaux                | -               | 44 660             | 30 720                              | <b>13 940</b>         |
|  | <u>122 768</u>  | <u>928 253</u>     | <u>831 773</u>                      | <u><b>219 248</b></u> |

#### 9. APPORTS REPORTÉES AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations, destinés à couvrir les charges d'amortissement des exercices subséquents. L'amortissement est établi aux mêmes conditions que les immobilisations afférentes. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

|                                 | 31 mars<br>2022 | Encais-<br>sements | Constatés<br>à titre de<br>produits | 31 mars<br>2023 |
|---------------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------------------|-----------------|
|                                 | \$              | \$                 | \$                                  | \$              |
| Justice Canada / Justice Québec | -               | 49 096             | (4 091)                             | <b>45 005</b>   |

## CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2023

---

#### 10. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Le conseil d'administration a résolu d'affecter la somme de 25 000 \$ à titre de réserve pour payer les charges non assumées par les bailleurs de fonds.

Ces montants grevés d'une affectation d'origine interne ne peuvent être utilisés à d'autres fins, sans l'autorisation préalable du conseil d'administration.

#### 11. ENGAGEMENT

L'organisme est locataire de locaux en vertu d'un bail à long terme, venant à échéance le 30 janvier 2028, représentant un engagement total de 598 484 \$.

Les loyers minimums exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

|      |         |    |
|------|---------|----|
| 2024 | 114 400 | \$ |
| 2025 | 122 808 |    |
| 2026 | 125 264 |    |
| 2027 | 127 769 |    |
| 2028 | 108 243 |    |

#### 12. RISQUES FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante présente l'exposition de l'organisme aux risques importants à la date du bilan, soit le 31 mars 2023.

##### Risque de crédit

L'organisme évalue les subventions à recevoir, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

##### Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de valeur et ceux à taux variables à un risque de flux de trésorerie. L'organisme est exposé à ce type de risque sur ses cartes de crédit et sur son placement temporaire.

**CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS  
PEUPLES DE MONTRÉAL**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2023**

---

**13. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice courant.